

Convention collective

**IDCC : 9712. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Saône-et-Loire)
(1^{er} janvier 1977)**

(Étendue par arrêté du 26 août 1977,
Journal officiel du 5 octobre 1977)

**AVENANT N° 141 DU 12 JANVIER 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2018**

NOR : AGRS1897039M

IDCC : 9712

Entre :

FDSEA de Saône-et-Loire,

D'une part, et

SGA CFDT de Saône-et-Loire ;

Union départementale des syndicats FO de Saône-et-Loire ;

SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les salaires horaires et mensuels mentionnés à l'article 25 de la convention collective sont fixés comme suit :

Ouvriers et employés

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
I. – Emplois d'exécutants	–	9,88	1 488,47
II. – Emplois spécialisés	–	10,13	1 536,38
III. – Emplois qualifiés	1	10,30	1 562,17
	2	10,45	1 584,92
IV. – Emplois hautement qualifiés	1	10,73	1 627,38
	2	11,82	1 792,70

TAM

(En euros.)

NIVEAU	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
I	12,27	1 860,95
II	13,56	2 056,60

Cadres

(En euros.)

NIVEAU	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
I	16,90	2 563,17
II	21,02	3 188,03

Article 2

Le salaire horaire des vendangeurs-coupeurs correspond désormais au salaire horaire du niveau II de la grille des salaires faisant l'objet du présent avenant.

Le salaire horaire des vendangeurs-porteurs correspond désormais au salaire horaire du niveau III, échelon 2, de la grille des salaires faisant l'objet du présent avenant.

Article 3

Les avantages en nature des salariés agricoles, assis sur le montant du minimum garanti, seront revalorisés à chaque modification de celui-ci.

L'avantage en nature des vendangeurs est indexé à 160 % du Smic, soit, pour 2018, une valeur de l'avantage en nature fixée à 15,81 €, répartie comme suit :

(En euros.)

Nourriture	Par jour		
	Petit-déjeuner (17 %)	Déjeuner (46 %)	Dîner (22 %)
	2,69	7,27	3,48
Logement (15 %)	2,37		

Article 4

Les salaires fixés à l'article 1^{er} ne peuvent être inférieurs au Smic et, en tout état de cause, aux garanties mensuelles de rémunération définies par les dispositions de l'article 32 de la loi du 19 janvier 2000 modifiée et de l'article 6.6 de l'accord national du 23 décembre 1981 étendu sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

Article 5

Le présent avenant est applicable à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en un exemplaire à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la DIRECCTE Bourgogne - Franche-Comté.

Fait à Mâcon, le 12 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)